SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 28 FÉVRIER 1848.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi qui apporte des modifications au tarif des douanes.

(Voir les Nos 227 et 319, session 1846-1847, les Nos 106, 113 et 115, session 1847-1848 de la Chambre des Représentants, et le N^o 56 du Sénat.)

MESSIEURS,

La Commission nommée pour l'examen du projet de loi concernant le tarif des douanes, m'a chargé de vous faire un rapport sur le résultat de cet examen.

Vous remarquerez, Messieurs, que mes observations frappent principalement sur les droits d'entrée exigés pour les navires construits à l'étranger, ainsi que sur les matériaux employés en Belgique pour pareilles constructions.

Les autres articles du projet n'ont paru donner lieu à aucune remarque, du moins pour le moment, sauf à les aborder dans la discussion.

Votre Commission, Messieurs, a été frappée de l'énorme différence qu'elle a remarquée au préjudice des constructions belges.

Les observations faites à cet égard, seraient au besoin amplement corroborées par une pétition déposée au Sénat, par un des plus forts constructeurs belges, le nommé Van Gheluwe, de Bruges.

Il ne serait pas sans objet d'y recourir.

Un membre de la Commission a émis cette opinion que la loi lui semblait tellement défavorable à la Belgique, qu'il ne pouvait voter son adoption. Que d'ailleurs elle aurait pour effet de priver grand nombre d'ouvriers de toute ressource, ce qui serait le résultat de la différence des droits d'entrée que payeraient les armateurs qui feraient construire leurs navires dans le pays et ceux qui achèteraient leurs navires à l'étranger.

Votre Commission, Messieurs, a reconnu que l'honorable membre se fonde sur l'évidence. En effet, prenant pour base la construction d'un navire de 225 tonneaux, on arrive naturellement à la réflexion suivante:

On fait, dit-il, venir de la Baltique tout le bois nécessaire, et de l'Angleterre, les cordages, les toiles et voiles, ancres, chaînes, ainsi que tous les autres fers et en général tout ce que ce dernier pays peut livrer à un moindre prix que la Belgique. Eh bien, on payera pour droit d'entrée, suivant le tarif en vigueur, une somme de près de 44,600 francs, tandis qu'en se procurant à l'étranger

(2)

un navire prêt à mettre en mer, on ne payera que 15 fr. par tonneau, soit sur 225 tonneaux une somme de 3,375 fr.

Prenant en considération un tel état de choses, la Commission, sauf un de ses membres, fait réserve de son vote jusqu'à plus ample information, à moins que, par des amendements, on ne vienne rétablir l'équilibre entre les deux natures d'intérêts.

Le Chev. H. DE WOUTERS DE BOUCHOUT.

Le Baron DE ROYER DE WOLDRE.

DE RIDDER, Rapporteur.